

## Le mouvement sportif dit stop à la loi "Macron"

Une pétition sportive à signer sur ce lien

Nicolas BONNET

Paris, France

Macron : fossoyeur du temps libre et des pratiques sportives!

La création de zones touristiques internationales et l'extension du travail dominical et nocturne prévue par la future loi Macron entraîne un bouleversement profond dans l'organisation du sport et dans les activités physiques et sportives. La volonté d'imposer à une partie des salarié-es de notre pays de travailler le dimanche, sur la base d'une vision dominicale uniquement consumériste et touristique, sacrifie les derniers espaces de temps libéré : le dimanche. Nous l'avons compris, ce gouvernement préfère soutenir les grands magasins plutôt que les associations sportives. De la simple balade familiale en forêt à la pratique sportive en compétition, le principe même du loisir est remis en cause par cette farouche volonté de vendre et de consommer ! Nous le savons, la majorité des compétitions sportives ont lieu le week-end, les championnats de football, rugby, athlétisme ... seront gravement atteints. Qu'elles et ils soient pratiquant-es, arbitres, accompagnants, bénévoles ou simples spectateurs, les acteurs monde sportif et associatif peuvent craindre une désaffection massive des terrains de sports et des associations. Le travail du dimanche généralisé ne fera qu'accentuer la crise des pratiques sportives, des femmes, des jeunes adultes ou des adolescents. Déjà des chiffres sont alarmants pour l'avenir, à Paris par exemple 65% des 16-20 ans ne pratiquent aucune activité sportive. Cette loi ne fera qu'aggraver la crise de l'engagement bénévole dans la vie associative. Le sport en entreprise est également le grand perdant avec des individus monopolisés par l'activité professionnelle et démobilisés pour l'engagement bénévole dans le sport...

Le gouvernement ne peut pas laisser entendre que les bienfaits liés au sport sont indiscutables pour la santé et le lien social et nuire dans le même temps à la pratique sportive le dimanche. Enfin, les actions menées par les collectivités en faveur d'un « sport en famille » ne peuvent occulter l'impossibilité de leur accès pour toutes et tous dans un pays où le dimanche serait sacrifié au marché. La réalité est que cette loi renforce les inégalités d'accès à la pratique et accélère la marchandisation du sport.

Pour toutes ces raisons nous appelons le mouvement sportif à dire stop à la loi dite "Macron" et à cosigner ce texte.